



TOGETHER
for a sustainable future

OCCASION

This publication has been made available to the public on the occasion of the 50th anniversary of the United Nations Industrial Development Organisation.



TOGETHER
for a sustainable future

DISCLAIMER

This document has been produced without formal United Nations editing. The designations employed and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO) concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries, or its economic system or degree of development. Designations such as “developed”, “industrialized” and “developing” are intended for statistical convenience and do not necessarily express a judgment about the stage reached by a particular country or area in the development process. Mention of firm names or commercial products does not constitute an endorsement by UNIDO.

FAIR USE POLICY

Any part of this publication may be quoted and referenced for educational and research purposes without additional permission from UNIDO. However, those who make use of quoting and referencing this publication are requested to follow the Fair Use Policy of giving due credit to UNIDO.

CONTACT

Please contact publications@unido.org for further information concerning UNIDO publications.

For more information about UNIDO, please visit us at www.unido.org



19012-F

Distr. LIMITEE

ID/WG.515/7 (SPEC.)
21 juin 1991

FRANCAIS

Original : ANGLAIS

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Atelier sur l'industrialisation
dans les pays les moins avancés :
Vers un Plan d'action industriel

Vienne 19-23 août 1991

ETAT DE L'INDUSTRIE
DANS LES PAYS LES MOINS AVANCES (PMA)*

Préparé par
le Secrétariat de l'ONUDI

* Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Traduction d'un document n'ayant pas fait l'objet d'une mise au point rédactionnelle.

V.91-25953 (EX)

PREFACE

Donnant suite à la Déclaration et au Programme d'action adoptés par la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (PMA) qui s'est tenue à Paris du 3 au 14 septembre 1990, l'ONUDI, avec le concours financier du Gouvernement italien, a décidé d'organiser une Session d'étude sur le développement industriel dans ces pays. Il s'agit d'examiner l'état de leur industrie et d'analyser quelques points essentiels de son développement. Les actes de la session serviront de base au plan d'action industriel pour ces pays, qui sera soumis en novembre 1991 à la Quatrième session de la Conférence générale de l'ONUDI.

Le présent document identifie, pour examen durant la Session d'étude, les questions essentielles que pose l'encouragement de l'industrie dans les PMA. Il en examine l'état actuel et le potentiel de développement. Il considère l'industrialisation comme formant un système et un élément important du progrès socio-économique. Dans ce cadre, il examine également les sujétions actuelles qui pèsent sur la croissance industrielle dans ces pays. Il propose aussi des moyens de renforcer et d'améliorer les liaisons nationales et internationales pour y contribuer au progrès économique. L'analyse de l'état actuel et des problèmes de l'industrie est suivie d'une récapitulation des conclusions principales.

Le présent document a été rédigé à l'ONUDI par son Service des études par région et par pays.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. PROGRES ET PROBLEMES DE L'INDUSTRIALISATION DANS LES PMA	1
1.1 Position des PMA dans le développement socio-économique mondial	1
1.2 Etat du secteur manufacturier dans les PMA	6
1.2.1 Niveaux de l'activité manufacturière	6
1.2.2 Répartition sectorielle de la Valeur ajoutée manufacturière (VAM)	12
1.2.3 Diversification de la base manufacturière dans les PMA	14
1.3 Etat du système industriel dans les PMA	16
1.3.1 Intrants provenant de l'agriculture et des mines	16
1.3.2 Intrants provenant du secteur manufacturier	17
1.3.3 Main-d'oeuvre	19
1.3.4 Débouchés et approvisionnements	20
1.3.5 Agro-industries : le travail des métaux	21
1.3.6 L'industriel et la décision d'investir	22
1.3.7 Transports	24
1.3.8 Communications et médias	26
1.3.9 Liaisons internationales	27
2. CONCLUSIONS	30

1. PROGRES ET PROBLEMES DE L'INDUSTRIALISATION DANS LES PMA

1.1 Position des PMA dans le développement socio-économique mondial

Selon une récente étude des Nations Unies, on s'attend que, durant les années 90, s'accusent encore les disparités de développement économique et social existant entre pays développés et PMA (voir tableaux 1 et 2)^{1/}. La croissance économique dans les PMA a retardé sur leur croissance démographique. Ainsi, non seulement s'est élargi l'écart avec les pays développés mais, en 1990, leur produit intérieur brut (PIB) moyen par habitant était inférieur de 5 % à celui de 1970.

Tableau 1: POPULATION ET CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT, 1960-1990*

Groupement géographique	Population (1980)		Taux annuel moyen de croissance du PIB par habitant			PIB par habitant			
	Millions	%	1960-70	1970-80	1980-90	1960	1970	1980	1990
Monde entier	4 371***	100,0	3,2	1,9	1,3	1 601	2 191	2 647	3 000
Pays développés à économie de marché	768	17,6	3,9	2,4	2,1	5 501	8 042	10 185	12 490
Europe orientale et URSS**	378	8,6	6,2	4,2	2,3	1 154	2 101	3 192	4 010
Chine	996	22,8	2,0	4,1	7,5	169	198	290	600
Pays développés	2 230	51,0	3,3	2,4	0,1	556	763	971	980
Par région :									
Afrique du Nord	88	2,0	8,2	1,2	-0,3	590	1 284	1 438	1 400
Afrique au Sud du Sahara	364	8,3	1,8	-0,4	-2,6	514	606	580	440
Asie occidentale	88	2,0	4,1	1,0	-4,3	2 478	3 700	4 180	2 730
Asie du Sud et de l'Est	1 262	28,9	2,6	4,1	3,7	226	293	435	620
Amérique latine et Caraïbes	361	8,3	2,7	2,4	-1,1	1 409	1 831	2 320	2 090
Pays méditerranéens	68	1,6	3,7	3,7	1,1	924	1 322	1 936	2 160
Pays les moins avancés	312	7,1	1,1	-0,2	-0,3	227	254	249	240

Source : Nations Unies, "Global Outlook 2000 - An Economic, Social and Environmental Perspective", New York, 1990, p. 10.

* Au \$ E.-U. et cours des changes de 1990.

** Tiré du produit matériel net (PMN).

*** Sauf certains pays et territoires, comptant ensemble 79 millions d'habitants en 1980, pour lesquels on ne dispose pas de données sur les revenus.

^{1/} Les chiffres donnés dans ces tableaux se fondent sur des statistiques officielles jusqu'en 1980. Pour la période 1988-1990, on s'est servi d'estimations préliminaires et d'évaluations faites par le projet LINK et le Secrétariat de l'ONU. Une projection avec le Modèle économétrique mondial de ce Secrétariat a donné la croissance économique mondiale à partir de 1991, dans l'hypothèse d'un maintien des tendances à long terme marquées par les indicateurs macro-économiques. Sur cette hypothèse ont été calculés pour chaque pays le volume et le rendement escomptés des investissements. La croissance du PIB s'obtient alors en divisant l'apport des investissements au PIB par le coefficient marginal de capital (ICOR).

Tableau 2 MONTANT ET TAUX DE CROISSANCE DU PIB PAR HABITANT*

Groupement géographique	Taux de croissance					
	PIB		PIB par habitant		PIB par habitant	
	1985-90	1990-2000	1985-90	1990-2000	1985	2000
Monde entier	3,3	3,5	1,6	1,8	2 770	3 580
Pays développés à économie de marché	3,0	3,1	2,5	2,6	11 100	16 130
Amérique du Nord	2,9	3,0	2,0	2,3	12 750	17 780
Europe occidentale	2,9	2,8	2,6	2,6	10 840	15 910
Autres pays développés	4,2	3,9	2,8	3,0	9 150	14 200
Europe orientale et URSS**	2,7	3,6	1,9	3,0	3 650	5 370
Chine	8,0	5,6	6,6	4,2	430	900
Pays en développement	3,4	4,3	1,0	2,0	920	1 200
Pays les moins avancés	3,5	5,1	0,7	0,2	240	270

Source : Nations Unies, "Global Outlook 2000 - An Economic, Social and Environmental Perspective", New York, 1990, p. 11.

* En \$ E.-U. de 1980.

** Tiré du PNU.

La vitesse et la nature de l'évolution de structure varient d'un endroit à l'autre du monde, mais certaines tendances se dégagent (voir tableaux 3 et 4). On constate ainsi un déplacement marqué de l'agriculture vers le secteur des services. Les principaux moteurs de cette évolution sont l'élaboration de nouvelles technologies et leur taux de diffusion dans les industries et les pays et les changements intervenus dans l'organisation des activités industrielles, comme le redéploiement des industries en fonction des avantages tenant au coût comparatif. Se doter de moyens propres d'assimiler et d'adapter les nouvelles technologies pour leurs activités industrielles et agricoles constitue ainsi une politique importante quoique onéreuse que les PMA devraient poursuivre.

Tableau 3: COMPOSITION SECTORIELLE DU PIB (en prix et taux de change courants) (Pourcentages)

Groupement géographique	Agriculture		Mines et carrières		Industries manufacturières		Services industriels		Construction		Services	
	1960	1987	1960	1987	1960	1987	1960	1987	1960	1987	1960	1987
	Pays développés à économie de marché	6,4	2,7	2,7	2,0	30,4	23,1	2,6	3,0	5,7	5,8	52,7	63,3
Grandes économies industrialisées a/	5,6	2,4	2,6	1,8	30,9	23,3	2,6	3,1	5,5	5,7	52,6	63,7
Autres économies développées	12,5	4,7	2,8	3,3	26,3	21,05	2,3	3,0	7,3	6,6	48,9	60,6
Europe orientale et URSS b/	21,0	18,0			52,9 c/	50,5			9,7	9,4	16,4	22,1
Chine	38,2	33,8			42,4 d/	45,7 d/					19,4 e/	20,4 e/
Pays en développement	31,5	16,0	3,9	5,7	16,8	21,0	1,0	2,4	4,9	5,8	42,0	49,1
Pays les moins avancés	57,4	42,7	0,8	2,4	5,7	8,5	0,7	1,1	3,0	4,4	32,4	41,0

Source : Nations Unies, "Global Outlook 2000 - An Economic, Social and Environmental Perspective", New York 1990, p. 34.

a/ Amérique du Nord, Europe et Japon.

b/ Composition du produit matériel net. Les données de la colonne 1987 se rapportent à 1985.

c/ Les données de la colonne 1960 se rapportent à 1970.

d/ Y compris mines, carrières et services industriels.

e/ Y compris construction.

Tableau 4: REPARTITION PAR GROUPE GEOGRAPHIQUE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE DE DIVERS SECTEURS, 1960-1987 (en pourcentage)*

Groupement économique	Agri- culture		Mines et carrières		Indus- tries manufacturières		Services indus- triels		Cons- truction		Services		PIB	
	1960	1987	1960	1987	1960	1987	1960	1987	1960	1987	1960	1987	1960	1987
Economies de marché du monde entier	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
Pays développés à économie de marché	50,2	47,3	77,3	64,9	90,0	85,4	93,0	87,2	85,1	84,1	86,0	87,2	83,2	84,1
Grandes économies industrialisées	39,3	36,6	68,3	51,1	81,3	75,2	84,1	76,3	73,1	71,9	77,1	76,5	74,0	73,3
Autres économies développées	10,9	10,7	9,0	13,8	8,6	10,2	8,9	10,9	12,0	12,2	8,9	10,7	9,2	10,8
Pays en développement	49,8	52,7	22,7	35,1	10,0	14,6	7,0	12,8	14,9	15,9	14,0	12,8	16,8	15,9
Pays les moins avancés	5,5	4,2	0,3	0,4	0,2	0,2	0,3	0,2	0,5	0,4	0,7	0,3	1,0	0,5

Source : Nations Unies, "Global Outlook 2000 - An Economic, Social and Environmental Perspective", New York 1990, p. 35.

* Part de chaque groupement géographique au produit sectoriel brut des économies de marché du monde entier, mesurée aux prix et taux de change courants.

Pour les pays développés, l'évolution de structure consiste à s'adapter graduellement au progrès technique et au relèvement des revenus. En revanche, dans les PMA, l'industrialisation se présente souvent sous forme d'enclave : les grandes industries s'établissent sans lien marqué avec le reste de l'économie. Les autres activités économiques conservent leurs canevas traditionnels de production et de commercialisation. Les PMA demeurent ainsi tributaires de leurs exportations de produits primaires, dont la demande est fort peu élastique. La productivité n'a guère crû dans les services et l'agriculture et il est improbable qu'elle y augmente notablement dans un avenir prévisible. En général, n'existent ni la diversité ni la souplesse nécessaires à une paisible évolution de structure. Cette dernière s'opérerait plus aisément si les stratégies respectives de développement de l'agriculture et de l'industrie s'accordaient mieux^{2/}.

La formation de capital est une importante condition préalable de la croissance économique et de l'évolution de structure. L'accélération de cette croissance s'obtient en augmentant l'investissement et en relevant la productivité. Bien que, dans les PMA, le taux de formation de capital soit monté de moins de 10 % du PIB en 1960 à environ 17 en 1980 avant de retomber à quelque 15 en 1987, les investissements restent sensiblement moindres que dans les autres pays en développement et dans les pays développés. Compte tenu de l'écart séparant les revenus respectifs par habitant (voir tableau 5 et figure 1), l'investissement dans les PMA a été faible. Les facteurs qui l'expliquent comprennent les difficultés financières résultant du fardeau de la dette et des fluctuations des prix des produits de base, qui ont nui à l'affectation des investissements et réduit la productivité dans nombre de secteurs.

^{2/} Les mouvements de l'apport du secteur manufacturier sont moins marqués et peuvent s'attribuer en grande partie aux mouvements des prix relatifs.

Tableau 5: INDICATEURS DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ÉPARGNE
RÉALISÉS DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE, 1960-1987*

Groupe économique	Croissance du PIB par habitant**			Apport de la formation brute de capital au PIB				Apport de l'épargne nationale au PIB				Apport des ressources extérieures au PIB			
	1960-70	1970-80	1980-87	1960	1970	1980	1987	1960	1970	1980	1987	1960	1970	1980	1987
Economies de marché du monde entier	3,0	1,5	0,4	21,0	22,8	23,6	21,5	21,1	22,9	23,5	21,4	0,0	-0,1	0,1	0,2
Pays développés à économie de marché	3,9	2,4	1,9	21,4	23,1	23,1	21,3	22,2	23,6	22,8	21,4	-0,7	-0,7	0,3	-0,1
Grandes économies industrielles	3,8	2,5	2,1	20,9	22,4	22,8	21,2	22,0	23,4	23,1	21,5	-1,0	-1,1	0,2	-0,3
Autres économies développées	4,2	1,9	1,1	24,7	27,4	24,4	21,7	23,8	25,0	21,6	20,8	-1,0	-2,3	-2,7	-0,8
Pays en développement à économie de marché	3,3	2,4	-0,5	19,1	21,2	25,6	22,8	15,8	18,5	26,1	21,0	3,3	2,8	-0,5	0,8
Pays les moins avancés	1,1	-0,2	0,3	9,6	12,2	16,5	14,5	5,1	7,5	4,7	4,5	4,5	4,8	11,7	10,0

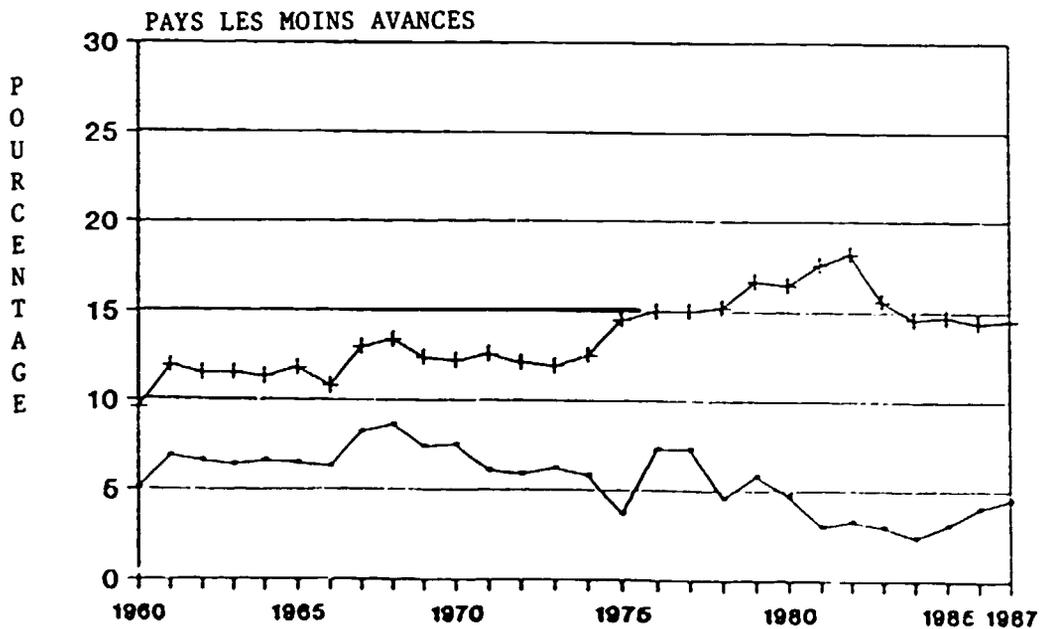
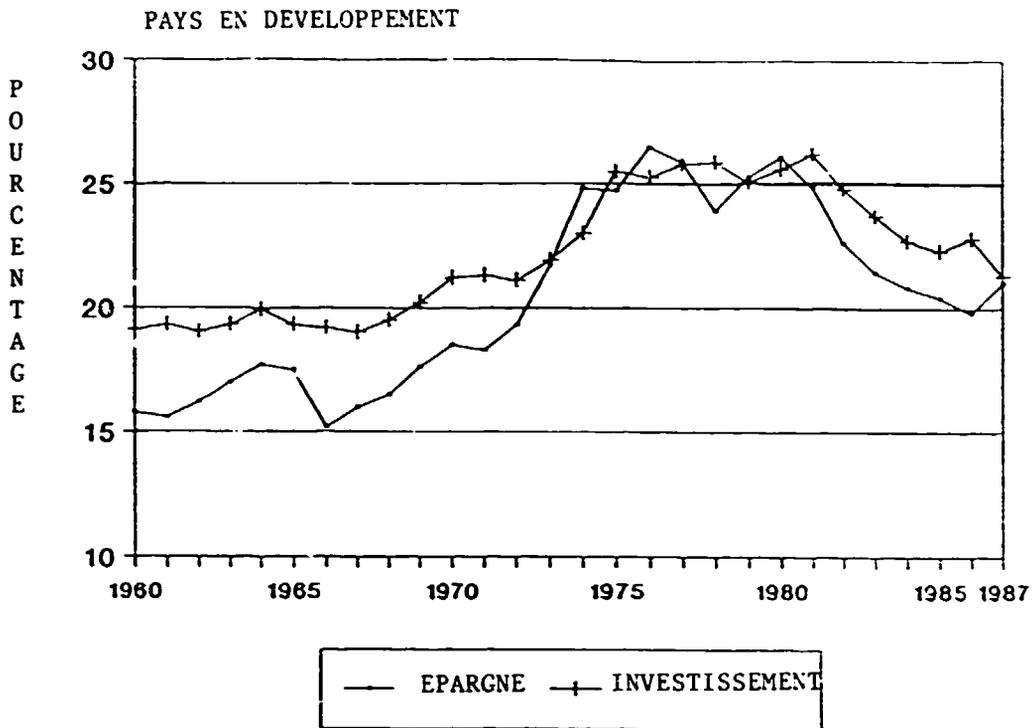
Source : Nations Unies, "Global Outlook 2000 - An Economic, Social and Environmental Perspective", New York 1990, p.36.

* Apport (en pourcentage) au PIB de la formation de capital, de l'épargne nationale brute et des ressources extérieures, mesuré aux prix et taux de change courants.

** Mesuré aux prix et taux de change de 1980.

L'élément le plus dynamique du commerce mondial durant la période qui va de 1960 à 1989 a été le commerce entre économies développées d'Amérique du Nord, d'Europe occidentale et du Japon, ainsi que de l'Asie. La part quasi insignifiante des PMA au commerce mondial (voir tableau 6) montre à quel point ils se trouvent à la périphérie du système économique mondial et fournit un autre indicateur de leur faible niveau de développement.

FIGURE 1 : APPORTS DE L'EPARGNE ET DE L'INVESTISSEMENT 1960-1987



Source : Nations Unies, "Global Outlook 2000 - An Economic, Social and Environmental Perspective", New York 1990, p. 24

Tableau 6: CROISSANCE DES EXPORTATIONS ET DES IMPORTATIONS
DE L'ECONOMIE MONDIALE, 1961-1987 ^{a/}

Groupement géographique	Période	Exportations	Importations	PIB ^{b/}	Revenu national brut
Monde entier	1961-70	8,1	8,2	5,2	5,3
	1971-80	5,3	5,7	3,8	3,8
	1981-87	3,9	4,3	2,6	2,7
Pays développés à économie de marché	1961-70	8,1	8,9	4,9	5,1
	1971-80	6,0	4,6	3,2	2,9
	1981-87	3,7	4,5	2,5	2,8
Pays en développement	1961-70	8,0	6,0	5,9	5,3
	1971-80	3,2	9,2	5,0	6,7
	1981-87	2,4	1,6	1,7	1,4
PMA ^{c/}	1961-70	4,1	4,4	3,6	3,5
	1971-80	2,6	4,9	2,3	2,2
	1981-87	5,6	7,7	1,8	2,7

Source : Nations Unies, "Global Outlook 2000 - An Economic, Social and Environmental Perspective", New York 1990, p. 37.

a/ Taux annuels moyens de croissance des exportations et importations de biens et de services autres que les facteurs, mesurés aux prix et taux de change de 1980.

b/ PMN pour l'Europe orientale et l'URSS.

c/ Malgré l'augmentation relativement forte des quantités exportées par les PMA, leur valeur n'a augmenté que de 1,0 % par an durant les années 80, contre 7,0 % pour l'ensemble des pays en développement. C'est dire que les PMA ont pâti d'un effondrement des prix de leurs exportations (voir CNUCED, Les pays les moins avancés, rapport 1989, New York 1990, A.14).

1.2 Etat du secteur manufacturier dans les PMA

1.2.1 Niveaux de l'activité manufacturière

La taille du secteur manufacturier figure expressément dans la définition des PMA, sa petitesse (il fournit moins de 10 % du PIB) étant reconnue comme l'une des caractéristiques d'une économie imparfaitement développée, dont la survie et la croissance requièrent des efforts particuliers à l'échelon tant national qu'international.

Dans l'ensemble, le secteur manufacturier des PMA apparaît très étroit, si on le compare aux pays en développement en général. En 1988, les PMA, dont la population représentait alors 14,2 % de celle de tous les pays en développement (contre 13,7 en 1970), n'ont pu contribuer que pour 1,4 % à la valeur ajoutée manufacturière (VAM) de tous ces pays, soit nettement moins que les 2,5 % de 1970 (voir tableau 7).

Tableau 7 : Part des PMA à la VAM et à la population des pays en développement certaines années (pourcentage)

<u>Année</u>	<u>VAM en prix constants de 1980</u>	<u>Population</u>
1970	2,5	13,7
1975	2,1	13,7
1980	1,6	13,9
1985	1,5	14,1
1987	1,4	14,1
1988 (estimation)	1,4	14,2

Source : ONUDI, Handbook of Industrial Statistics 1990, Vienne 1990, tableau 1.3, p. 29.

La contribution des PMA aux exportations d'articles manufacturés par les pays en développement a été encore moindre qu'à leur VAM : tout juste 0,9 % en 1988, contre 1,6 en 1970 (voir tableau 8).

Tableau 8 : Part en pourcentage des PMA aux exportations d'articles manufacturés par les pays en développement certaines années à prix courants

<u>Année</u>	<u>1970</u>	<u>1975</u>	<u>1980</u>	<u>1985</u>	<u>1987</u>
PMA	1,6	1,4	1,4	1,1	0,9

Source : ONUDI, Handbook of Industrial Statistics 1990, Vienne 1990, p. 29.

Depuis 20 ans, l'apport du secteur manufacturier au PIB (mesuré en \$ E.-U. constants) stagne également autour de 7,7 %, alors que, pour le monde entier, il est monté de 24,8 en 1970 à 27,4 en 1988 (voir tableau 9). Comme il ressort de ce tableau, ce sont surtout les PMA africains qui ont enregistré un déclin de leur activité manufacturière.

Tableau 9 : Part en pourcentage de la MVA au PIB en \$ E.-U.
constants par groupe géographique, certaines années

<u>Groupe géographique</u>	<u>1970</u>	<u>1975</u>	<u>1980</u>	<u>1985</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
PMA	7,8	8,1	7,7	7,7	7,7	7,7
PMA africains	8,7	8,0	7,2	6,9	6,9	6,9
Pays en développement	15,4	16,6	17,9	19,0	20,1	20,2
Economies planifiées	39,8	44,0	47,2	49,1	49,7	49,6
Pays développés à économie de marché	25,1	24,3	24,7	25,2	25,0	25,5
Monde entier	24,8	25,0	25,9	26,8	27,0	27,4

Source : ONUDI, Handbook of Industrial Statistics 1990, Vienne 1990,
 tableau 1.5, p. 33.

Si l'apport du secteur manufacturier au PIB se mesure en prix courants et non plus en prix constants, sa valeur augmente pour l'ensemble des PMA et même pour ceux d'Afrique. En même temps décline sensiblement l'apport de la VAM au PIB des pays développés.

Ces chiffres contradictoires s'expliquent peut-être par le fait que les PMA n'étaient pas en mesure de tirer des techniques modernes de production les mêmes avantages que les pays développés. Ces derniers ont pu, en termes non seulement absolus mais aussi relatifs, augmenter la production de leur secteur manufacturier (comparativement aux autres secteurs de l'économie) par l'augmentation des économies d'échelle, l'emploi de techniques de production plus efficaces, etc., (comme le montre l'apport grandissant de la VAM mesuré en \$ E.-U. constants), sans devoir pour cela consacrer davantage de leur revenu total à payer ce surcroît de production : c'est-à-dire qu'ils ont pu dépenser davantage en articles non manufacturés, comme le montre la part décroissante de la VAM mesurée en \$ E.-U. courants. Autrement dit, selon les statistiques, dans les pays développés à économie de marché, le renchérissement des produits industriels doit avoir été bien moindre que dans d'autres secteurs de l'économie comme les services.

Les PMA se trouvent manifestement dans la situation opposée. Le volume de la production manufacturière n'a pas pu y augmenter plus que celui de toute l'économie. En même temps, nombre de causes internes, telles que protectionnisme (par restrictions quantitatives ou droits frappant les importations, etc.), bouleversements politiques, contrôle des prix, de même que toute une série de causes extérieures, ont créé des inefficacités dans la production, qui ont fait renchérir les articles manufacturés plus que les produits des autres secteurs de l'économie comme l'agriculture. Les dévaluations peuvent aussi y avoir contribué.

De toute façon, l'augmentation de l'apport de la VAM mesuré à prix courants reste modeste. Rapportée à la très faible croissance du PIB, elle montre clairement que, dans les PMA, le secteur manufacturier est loin d'avoir un volume ou un ressort suffisant pour servir de moteur au développement.

Tableau 10 : Apport de la VAM au PIB, mesuré en \$ E.-U. courants, pour certains groupes de pays et certaines années, en pourcentage

<u>Groupe de pays</u>	<u>1970</u>	<u>1975</u>	<u>1980</u>	<u>1985</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>
PMA	7,6	8,0	7,7	8,2	8,3	...
PMA africains	8,2	8,4	7,2	8,2	8,6	...
Pays en développement	...	7,7	17,9	18,4	19,9	20,0
Economies planifiées	...	...	47,2	...	...	...
Pays développés à économie de marché	28,2	25,8	24,7	22,8	23,0	22,9
Monde entier	...	...	25,9	...	...	...

Source : ONUDI, Handbook of Industrial Statistics 1990, Vienne 1990, tableau 1.5, p. 33.

L'indicateur de la valeur ajoutée manufacturière (VAM) par habitant fournit une autre mesure approximative du degré d'industrialisation atteint. Pour l'ensemble des PMA, il se situe en moyenne autour de \$ E.-U. 20 en 1988. Ce chiffre contraste avec une valeur de \$ E.-U. 170 pour l'ensemble des pays en développement et de plus de \$ E.-U. 3 060 pour les pays développés à économie de marché (chiffres de 1988)^{3/}.

Alors qu'est déjà faible la valeur moyenne de la VAM par habitant pour l'ensemble des PMA, elle l'est encore moins dans 27 d'entre eux. Dans un très petit nombre seulement, elle dépasse la moyenne. Dans huit, elle se situe entre cette moyenne et \$ E.-U. 40 et, dans les sept où elle est la plus forte, elle va de \$ E.-U. 40 à un peu plus de \$ E.-U. 100. Ces sept sont les suivants^{4/} : Samoa occidentale (109), Djibouti (83), Yémen (75)^{5/}, Botswana (74), Haïti (55), Rwanda (50) et Vanuatu (43), tous ces chiffres en \$ E.-U. courants.

^{3/} ONUDI : Handbook of Industrial Statistics 1990, Vienne 1990, tableau 1.4, p. 30.

^{4/} Estimation selon l'ONUDI, Base de données REG, 1991.

^{5/} Chiffre combiné pour la République arabe du Yémen (VAM de \$ E.-U. 91,5) et la République démocratique du Yémen (VAM de \$ E.-U. 22,2), qui ne se sont réunies qu'en 1990.

Le taux de croissance de la VAM fournit un autre indicateur du progrès industriel. Durant les années 80 (1980-1988), les plus forts taux annuels (exprimés en \$ E.-U. constants de 1980) ont été obtenus par Vanuatu (25 %), le Bhoutan (15,0), le Lesotho (12,5), les Maldives (12,3), le Yémen (10,8), le Botswana (7,6), le Cap-Vert (7,1), la Mauritanie (6,6) et le Mali (6,0)^{6/}. Ce sont là autant d'heureuses exceptions à des résultats généralement médiocres sinon mauvais. Dans maints PMA, le taux de croissance de la VAM n'a pas dépassé le taux de croissance démographique et la VAM a même décliné dans plusieurs : Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Libéria, Mozambique, République-Unie de Tanzanie, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone et Somalie. Le tableau 11 récapitule ces taux.

Tableau 11 : Mouvement annuel moyen de la VAM 1980-1990
(en \$ E.-U. constants de 1980)^{1/}

<u>Décroissance de plus de 5 %</u>	<u>Décroissance de moins de 5 %</u>	<u>Croissance de 0 à 3 %</u>	<u>Croissance de 3 à 5 %</u>	<u>Croissance de 5 à 10 %</u>	<u>Croissance de plus de 10 %</u>
<u>Nombre de PMA : 3</u>	<u>Nombre de PMA : 6</u>	<u>Nombre de PMA : 13</u>	<u>Nombre de PMA : 9</u>	<u>Nombre de PMA : 4</u>	<u>Nombre de PMA : 5</u>
Djibouti	Guinée-Bissau	Soudan	Burkina Faso	Mali	Yémen
Sierra Leone	Haïti	Tchad	Guinée équatoriale	Cap-Vert	Lesotho
Mozambique	Guinée	Myanmar	Laos	Botswana	Maldives
	Tanzanie	Togo	Népal	Mauritanie	Bhoutan
	Libéria	Afghanistan ^{2/}	Malawi		Vanuatu
	Sao Tomé-et-Principe	Samoa occidentale	Bénin		
		Somalie	Comores		
		Niger	Ethiopie		
		Ouganda	Rwanda		
		Gambie			
		Burundi			
		Bangladesh			
		République centrafricaine			

Source : ONUDI, Base de données économétriques mondiales, Vienne 1991.

1/ Derniers chiffres officiels : 1988. Ceux de 1990 reposent sur des estimations ou prévisions.

2/ Derniers chiffres officiels, 1981.

^{6/} ONUDI, Handbook of Industrial Statistics 1990, tableau 2.1.
Croissance annuelle de la VAM en prix constants de 1980, 1970-1988, p. 73 ff.

Bien que les chiffres effectifs varient selon les sources statistiques effectivement utilisées, le tableau d'ensemble paraît très clair. Ce sont les PMA africains qui ont obtenu les pires résultats. Durant la période 1980-1988 en effet, leur VAM n'a crû que de 1,4 % par an, soit moins de 60 % de la moyenne pour tous les PMA (à prix constants de 1980) qui a été de 2,4 % par an^{7/}. Du fait de la forte croissance démographique, la VAM par habitant a bien moins crû, en moyenne de 0,3 % par an; dans les PMA africains, elle a même décliné de 1,4 % (voir tableau 12).

Tableau 12 : Mouvement annuel de la VAM dans certains groupes de pays, en prix constants de 1980, 1970-1988

	<u>1970-1988</u>	<u>1980-1988</u>
PMA		
VAM totale	2,0 %	1,4 %
VAM par habitant	-0,6 %	-0,3 %
PMA africains		
VAM totale	-1,2 %	1,4 %
VAM par habitant	-3,8 %	-1,4 %
Monde entier		
VAM totale	4,2 %	3,6 %
VAM par habitant	2,3 %	1,7 %

Source : ONUDI, Handbook of Industrial Statistics 1990, Vienne 1990, tableau 1.4, p. 32.

En d'autres termes, le progrès économique marqué par un renforcement de la base industrielle des PMA a été, dans l'ensemble, fort limité durant les années 80. C'est seulement durant les dernières qu'une reprise s'observe^{8/}. Selon la base de données REG de l'ONUDI, la VAM de l'ensemble des PMA (exprimée en \$ E.-U. courants), après un déclin de 1980 à 1985, a crû durant 1985-1988 de 5,4 % par an, ce qui doit déjà être considéré comme significatif^{9/}. Toutefois, après la chute spectaculaire des premières années 80, la reprise reste fort inférieure à l'objectif de 9 % fixé par la Première Conférence de Paris sur les pays les moins avancés (1981).

La croissance de la VAM n'indique pas seulement l'activité industrielle d'ensemble : elle peut également montrer dans une certaine mesure le ressort et la souplesse du secteur, c'est-à-dire son aptitude à réagir positivement à des circonstances défavorables et à obtenir régulièrement de bons résultats.

^{7/} Selon la Déclaration de Paris et le Programme d'action adoptés par la Deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés (A/CON/147/Misc.9, § 2, du 15 septembre 1990), le taux de croissance de la VAM dans les PMA n'était que de 2,2 % durant les années 80.

^{8/} Voir également CNUCED, Les pays les moins avancés, Rapport 1989, New York, 1990, p. 22.

^{9/} Selon la CNUCED, le taux moyen de croissance de la VAM à prix constants a régulièrement augmenté, passant de 1,2 % en 1981-1982 à 1,7 en 1984-1985, à 2,6 en 1985-1986 et à 3,5 en 1986-1987. Voir CNUCED, Les pays les moins avancés, Rapport 1989, New York, 1990, A-10.

Une mesure de cette régularité est donnée par un indicateur qui compte le nombre d'années où s'est enregistrée quelque croissance. Tel a été le cas, pour toute la période 1980-1988, pour 23 PMA : Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Comores, Ethiopie, Gambie, Guinée équatoriale, Lesotho, Malawi, Maldives, Mali, Mauritanie, Myanmar, Népal, RCAF, Rwanda, Soudan, Tchad et Yémen.

Cette croissance constante montre que, dans ces pays, le secteur manufacturier est suffisamment bien établi, même s'il n'est pas très étendu, pour pouvoir supporter des baisses cycliques de l'ensemble de l'économie ou les répercussions de chocs extérieurs, comme crises de la balance des paiements, évolution défavorable du commerce mondial, etc. Un autre pays, Djibouti, a constamment enregistré durant les années 1985-1988 de faibles taux de croissance qui non seulement attestent son aptitude à la reprise, mais indiquent également qu'il pourrait s'être doté d'une base assurant une croissance plus forte à l'avenir.

De l'analyse des autres PMA, il ressort qu'un groupe n'a réussi à obtenir une croissance de sa VAM dans aucune des années considérées. Il comprend Haïti, la République-Unie de Tanzanie et Sao Tomé-et-Principe. Ces pays avaient déjà connu une décennie de déclin de leur activité industrielle, au point que leur VAM actuelle est en moyenne inférieure de 15 % à celle de 1980. C'est là une désindustrialisation caractérisée, due au fait que, dans ces pays, la base industrielle, déjà fragile, a pâti de situations constamment défavorables, marquées notamment par une sous-utilisation de sa capacité et le manque d'investissements pour assurer les remplacements et, bien moins encore, l'expansion. Ce groupe est donc l'un de ceux qui doit tout particulièrement faire l'objet des efforts de réadaptation. Pourtant, il comprend des pays qui ont également éprouvé des difficultés propres telles que catastrophes climatiques, guerres et bouleversements politiques. C'est pourquoi les problèmes de l'industrie ne peuvent être traités que dans un cadre cohérent de mesures de rétablissement portant sur l'ensemble du milieu socio-économique où se réalise l'industrialisation.

1.2.2 Répartition sectorielle de la Valeur ajoutée manufacturière (VAM)

L'analyse des données relatives aux PMA y montre une nette prédominance de quelques sous-secteurs manufacturiers. Généralement, ceux qui assurent la transformation finale des produits, comme les denrées alimentaires ou les textiles et l'habillement, fournissent le gros de la VAM (environ 70 %). Dans 11 sur 26 PMA, 50 % ou plus provient de ces deux branches. Dans les 15 autres, celle des denrées alimentaires en apporte plus de 50 %. C'est seulement dans quelques cas que les autres sous-secteurs présentent une importance notable.

Cette concentration de la VAM dans quelques sous-secteurs se traduit dans l'apport de la VAM des PMA à celle de l'ensemble des pays en développement. Cet apport était de 1,5 % en 1985. Il était supérieur à ce chiffre moyen pour les branches suivantes : tabac, textiles, denrées alimentaires, articles en bois et en liège et métaux non ferreux. Il était inférieur pour la sidérurgie, les raffineries de pétrole, le verre et les produits chimiques (voir tableau 13).

Le principal sous-secteur manufacturier des PMA est presque toujours celui des denrées alimentaires, qui fournit en moyenne plus de 50 % de la VAM. Ce pourcentage peut monter à 83 (au Burundi). Il ne descend pas à moins de 22,5 (au Malawi)^{10/}.

Tableau 13 : Apport des PMA à la valeur ajoutée dans certaines branches d'activité de l'ensemble des pays en développement, en prix constants de 1980, certaines années

<u>Classe de la CII</u>	<u>1975</u>	<u>1980</u>	<u>1985</u>	<u>1986</u>
Industries alimentaires (311/312)	3,4	2,8	3,0	2,9
Tabac (314)	4,0	4,0	3,7	3,4
Textiles (321)	3,8	3,4	3,2	...
Ouvrages en bois et en liège (331)	3,7	2,6	2,6	2,5
Industrie chimique (351)	1,6	1,0	1,2	1,1
Autres produits chimiques (352)	2,1	1,3	1,2	1,1
Raffineries du pétrole (353)	0,9	0,7	0,7	0,7
Verre (362)	1,4	0,8	0,9	0,9
Autres produits minéraux non métalliques (369)	2,9	1,4	1,6	1,6
Sidérurgie (371)	1,1	1,0	0,7	0,6
Métaux non ferreux (372)	2,8	2,2	2,3	1,6
<hr/>				
Apport des PMA à la VAM de l'ensemble des pays en développement	2,1	1,6	1,5	1,4

Source : ONUDI, Handbook of Industrial Statistics 1990, Vienne 1990, tableau 1.8, p. 42.

Le sous-secteur des textiles est presque toujours le second par ordre d'importance dans l'industrie des PMA. Comme les denrées alimentaires, il assure la transformation finale avec, à cet échelon, peu de liaisons en amont ou en aval. Ce sous-secteur (qui comprend l'habillement et les industries du cuir comme la chaussure) fournit en moyenne presque 16 % de la VAM dans les PMA. Dans trois d'entre eux au moins (Bangladesh, Mali et Ouganda), c'est même le principal sous-secteur manufacturier. C'est au Mali que son apport à la VAM est le plus élevé : presque 52 %. Sans être le principal, il fournit une bonne part de la VAM au Népal, qui dépasse 30 %, et dans plusieurs pays comme le

^{10/} Chiffres de 1988, Base de données de l'ONUDI.

Burkina Faso, la République centrafricaine et le Togo, où elle dépasse 20 %. En revanche, dans d'autres, comme le Burundi, la Gambie, la Mauritanie, le Rwanda, le Sierra Leone et le Yémen, son apport est extrêmement faible, avec 4 % ou moins, ce qui signale une possibilité d'augmenter la production qui devrait pourtant, comme dans la plupart des PMA, s'écouler sur le marché intérieur.

Dans nombre de PMA, les produits chimiques forment un autre sous-secteur d'importance. Ils fournissent plus de 10 % de la VAM au Yémen, en Tanzanie, au Niger, au Malawi, au Mozambique, en Ethiopie et en Somalie. Il est encore assez important au Bangladesh. En Moyenne, il fournit presque 9 % de la VAM des PMA.

Suivent par ordre d'importance les machines et matériels. En moyenne, cette branche a fourni près de 8 % de la VAM. Dans quelques pays, elle est fort importante : ainsi au Cap-Vert et à Haïti, où elle en fournit, respectivement, 28,7 et 23,6 %. Dans plusieurs pays d'Afrique (Malawi, Mali, Mauritanie, Rwanda, Tanzanie et Guinée-Bissau), son apport se situe entre 10 et 20 %. Toutefois, dans presque tous les cas, il s'agit d'outillage et de matériel très simple, non de biens d'équipement.

1.2.3 Diversification de la base manufacturière dans les PMA

Une autre façon d'apprécier le progrès réalisé est de considérer dans quelle mesure le secteur manufacturier s'est diversifié. Comme on l'a dit, les PMA, dans leur ensemble, se caractérisent par une concentration de leurs activités manufacturières dans quelques sous-secteurs.

Une distribution de la VAM sur toute une série d'activités indique, en partie au moins, qu'un secteur manufacturier complexe et souple s'est constitué dans une certaine mesure. S'il est dominé par un ou deux grands sous-secteurs, on peut le qualifier de déséquilibré. Un indicateur en est fourni par l'écart type entre les apports à la VAM des catégories de la CITI (cotes à deux chiffres) : il mesure le degré de répartition de l'activité manufacturière entre ses branches. Un fort écart type atteste qu'une ou deux branches (d'ordinaire, comme on l'a vu, les denrées alimentaires et les textiles) prédomine dans le secteur manufacturier, sans qu'on veuille sous-entendre par là que toutes ses branches devraient être égales.

Avec ce critère, on voit que la diversification n'a guère progressé dans les PMA. Elle est la plus faible au Burundi, suivi du Lesotho, de la Mauritanie, du Yémen, de la Guinée équatoriale et de la Sierra Leone, tous pays où l'indice de distribution dépasse juste 20. Il en va de même au Botswana et au Soudan. A l'autre extrémité de l'échelle se trouvent des pays comme le Bangladesh, Haïti, le Malawi, l'Ouganda et la Tanzanie. Au Bangladesh, le puissant sous-secteur des produits chimiques a aidé à diversifier l'industrie et, à Haïti, les machines et matériels, ainsi que d'autres branches, contribuent notablement à la VAM. La diversification est due, au Malawi, aux produits chimiques et, en Tanzanie, à ces mêmes produits, ainsi qu'aux machines et matériels. Leurs secteurs manufacturiers sont presque aussi diversifiés que ceux de pays africains plus développés, comme l'Algérie, l'Egypte, le Kenya ou le Zimbabwe. Toutefois, il faut noter que les statistiques n'indiquent pas de forte corrélation positive entre le degré de diversification et le progrès

économique. Des pays à industrie fort diversifiée, comme la Tanzanie et Haïti, ont enregistré des chutes spectaculaires de leur VAM par habitant. En revanche, d'autres, comme le Lesotho, le Yémen, la Mauritanie et le Botswana, avec un secteur manufacturier peu diversifié, figurent dans le groupe des PMA qui ont présenté les meilleurs résultats économiques durant les années 80. Il faut en conclure, non qu'il conviendrait de renoncer à la diversification, mais simplement qu'en soi (et surtout si elle ne se caractérise pas par de puissants effets d'entraînement) elle ne suffit certainement pas à assurer le progrès économique.

En outre, il faut noter que, dans les PMA, la production manufacturière provient d'ordinaire d'un petit nombre d'entreprises, de sorte que la fermeture ou l'ouverture de l'une d'elles peut transformer le tableau statistique. La République centrafricaine en fournit un bon exemple, qui montre aussi l'instabilité du progrès industriel dans un PMA. En 1980, l'apport des textiles et de l'habillement à la production manufacturière y est tombé de plus d'un tiers à moins de 12 %, des embarras financiers ayant forcé une manufacture à fermer. La valeur ajoutée par cette branche semble être devenue nulle, de même que plus tard celle des machines et des produits chimiques. On peut en conclure que "la fragilité des structures, non leur rigidité, semble avoir posé les pires problèmes rencontrés par le pays dans l'histoire relativement brève de son industrialisation"^{11/}.

Un exposé reposant surtout sur des statistiques de la valeur ajoutée ne brosse en soi qu'un tableau imparfait de l'industrie dans les PMA. Il en indique toutefois la situation d'ensemble, d'après ses résultats généraux et sa plus ou moins grande diversification. C'est là une considération importante, car toute analyse des perspectives d'industrialisation dans ces pays doit reconnaître la base d'où peut partir le progrès. Petit et peu diversifié, un secteur manufacturier n'offre que des perspectives limitées d'élargir les liaisons et fournit peu des services nécessaires à un nouvel arrivant. Les statistiques attestent le stade rudimentaire de l'industrie dans la plupart des PMA. Pour autant que de nouvelles industries aient besoin d'intrants industriels, elles y dépendront souvent, au moins au début, de l'étranger et, donc, de l'obtention de devises.

Pourtant l'installation de nouvelles industries dans les PMA ne doit pas être négligée, ne serait-ce que parce que si peu d'industries y existent actuellement. Cette affirmation n'entend pas nier toute l'importance qui s'attache à remettre en état les industries existantes quand c'est possible, pour ne pas perdre définitivement le capital et les compétences techniques si péniblement acquis. Elle ne prétend pas non plus que les nouvelles industries doivent résulter de grands projets d'investissement, du genre qui, par le passé, faisait l'objet ordinaire des discussions à l'échelon international. Le genre de nouvelles industries à établir sera décidé, en dernière analyse, surtout par les entrepreneurs des pays concernés et, dans certains cas, par les investisseurs internationaux. Un examen des stratégies industrielles pour les PMA, à l'échelon tant national qu'international, doit tenir dûment compte de ce fait et de la nécessité de fournir aux investisseurs l'orientation, les incitations, l'assistance et le soutien qui conviennent.

^{11/} ONUDI, Industrie et développement dans le monde, Rapport 1989/90, octobre 1989, Numéro de vente F.89.II.E.5.

1.3 Etat du système industriel dans les PMA

L'exposé qui suit décrit brièvement la démarche utilisée dans le présent document pour évaluer les problèmes et les perspectives de l'industrialisation dans les PMA. Il distingue entre les intrants constitués par des matières premières (provenant de l'agriculture et des mines) et les intrants industriels (provenant du secteur manufacturier). Les autres intrants comprennent le capital et le travail (en distinguant pour ce dernier entre ouvriers qualifiés et manoeuvres). Il est également nécessaire de subdiviser tous ces facteurs selon qu'ils sont importés ou d'origine intérieure. Les questions concernant l'approvisionnement en intrants matériels par le marché intérieur peuvent être considérées sous les rubriques : agriculture et mines; secteur manufacturier.

1.3.1 Intrants provenant de l'agriculture et des mines

Les PMA se livrent surtout à une agriculture de subsistance. Les cultures commerciales se pratiquent principalement dans les plantations : par exemple, coton au Mali et au Soudan; café au Burundi, en Ethiopie et en Ouganda; jute au Bangladesh; et cacao au Bénin et à Sao Tomé-et-Principe. Les possibilités de transformer des produits agricoles dans le secteur manufacturier peuvent se trouver limitées par des pénuries saisonnières ou des bouchons dans les réseaux de transport, de distribution et de stockage. Ce secteur n'en a pas moins un important rôle à jouer pour garantir l'approvisionnement en vivres et les programmes de sécurité alimentaire, car il peut améliorer les installations de conservation et de distribution des denrées, même dans les campagnes. Une grande activité de ce genre (principalement mouture, séchage, etc.) peut déjà s'exercer dans le secteur inorganisé et les pauvres, qu'ils soient des campagnes ou des villes, peuvent ne pas avoir assez d'argent pour acheter des vivres provenant des industries organisées.

La transformation industrielle des matières premières agricoles ne se borne pas seulement à en augmenter la valeur ajoutée. Dans certains cas, elle peut s'étendre à des matières qui passeraient autrement par des déchets. Ainsi, au Bangladesh, l'ouverture d'un Centre de condition des laines a incité les éleveurs à tondre leurs moutons et à en utiliser la laine pour des fabrications. D'autres s'en sont trouvés alors encouragés à créer de petites industries, comme celles des tapis de laine noués à la main^{12/}.

La présence d'excédents exportables mesure l'aptitude de l'agriculture à approvisionner le secteur manufacturier. La transformation industrielle des matières premières agricoles peut en augmenter la valeur ajoutée. De ce point de vue, les pays les plus prometteurs seraient : Gambie, Guinée équatoriale, Malawi, Maldives, Mauritanie, Ouganda, Samoa occidentale, Sao Tomé-et-Principe, Togo et Vanuatu. En 1986, tous ont exporté des produits agricoles d'une valeur d'au moins 30 \$ E.-U. par habitant. Cette valeur a été la plus élevée

^{12/} "Promotion of handknotted woolen carpet industry, DP/BGD/84/014. Technical Report : Evaluation report on handknotted woolen carpet training project", ONUDI, avril 1986.

aux Maldives, suivies par la Mauritanie : 156 et 120 \$ E.-U., respectivement. Aucun de ces pays n'est très peuplé, mais tous ont maintenu pendant maintes années un volume d'exportations agricoles fort bon vu leur taille^{13/}.

Les mines sont à certains égards dans une situation analogue à celle du secteur agricole : leurs fortes exportations peuvent indiquer une possibilité de principe d'accroître, par la transformation des minerais, la valeur ajoutée. Les différences n'en sont pas moins importantes. Un, il y a peu de mines inorganisées et, donc, de concurrence pour obtenir les facteurs capital et travail. Deux, le régime de la propriété y diffère beaucoup de celui de l'agriculture. Souvent, elles appartiennent à des sociétés internationales qui assurent aussi la transformation et la distribution du minerai. Aussi, les pouvoirs publics ne peuvent-ils réussir que de façon limitée à encourager sa transformation intérieure. Trois, il est rare que les ressources minières, si même il s'en trouve, soient diversifiées. La transformation intérieure des minerais ne protégerait pas d'un changement technique ou d'un mouvement des marchés mondiaux qui réduirait la demande. Enfin, les différents échelons de la chaîne de transformation offrent, à une production à petite échelle, dispersée et souvent plus coûteuse en investissements, moins de possibilités qu'à l'industrie manufacturière en général. L'extraction et la transformation des minerais exigent des engins spécialisés et d'autres intrants qu'il n'est en général pas possible de produire dans les PMA ni même dans les pays en développement. Pour toutes ces raisons, l'examen de l'apport des mines à l'industrie manufacturière doit être considéré comme posant des problèmes particuliers, à côté des problèmes plus généraux que rencontre dans les PMA l'approvisionnement du secteur manufacturier en intrants industriels.

Prendre le même genre d'indicateur utilisé plus haut pour l'agriculture et considérer les exportations minières par habitant donne des résultats très différents. La valeur obtenue est très forte au Botswana, à cause des exportations de diamants^{14/}. Pour les autres PMA, elle ne reste notable qu'en Mauritanie (90 \$ E.-U. en 1986), suivie par la Malaisie (72 \$ E.-U.) et le Togo (36 \$ E.-U.). Au Niger, elle se trouve à un niveau analogue à cause des exportations d'uranium. Tous les autres pays soit n'exportent rien, soit exportent pour une très faible valeur par habitant. Bien que l'extraction se fasse à petite échelle dans les PMA, il est des cas où des gisements connus ne sont pas encore exploités. Les perspectives de transformation en aval devraient y être envisagées dès que possible. Par exemple, toute demande d'autorisation de prospection reçue au Ministère des mines devrait aussitôt y inciter le Ministère de l'industrie.

1.3.2 Intrants provenant du secteur manufacturier

Une caractéristique de l'économie industrielle moderne est que les liens qui peuvent exister entre ses différents éléments existent réellement; et les différentes activités de production et de service dépendent les unes des autres comme fournisseurs et comme

^{13/} Toutefois, il convient aussi de noter que les classifications normalement utilisées pour le commerce des produits de base n'indiquent pas exactement ceux qui servent à des activités économiques. C'est ainsi que maintes exportations de l'agriculture et des mines ont déjà subi quelques transformations industrielles.

^{14/} Estimées à plus de 1 000 \$ par habitant en 1986, selon The Economist Intelligence Unit Country Report on Botswana, No 4, décembre 1989.

débouchés. Même, le rôle du secteur manufacturier peut être considéré comme consistant à assurer plusieurs genres de liaisons essentielles, de façon que l'ensemble offre assez de ressort pour supporter les chocs extérieurs et de souplesse pour exploiter les nouvelles possibilités. Dans certains cas, les petites et moyennes entreprises passent pour incarner le mieux cette double qualité et leur encouragement est présenté comme une politique appropriée aux pays en développement et, en particulier, aux PMA. Il faut rappeler pourtant que la diversification est le moyen d'obtenir la souplesse nécessaire, ce qui en est le principal motif : elle offre une stabilité à long terme telle que ne pourra jamais le faire une politique mal conçue de création d'emplois, qui ne fait peut-être intervenir que quelques branches d'activité.

D'un secteur manufacturier diversifié sort toute une série de produits intermédiaires et finals, ce qui signifie que d'autres peuvent y être mis au point, car il dispose des matières et autres intrants nécessaires à leur fabrication. Un tel secteur contribue donc à l'approvisionnement en matières premières, condition préalable essentielle de tout nouveau développement de l'industrie. Comme l'a exposé la section 1.1, dans la plupart des PMA, le secteur manufacturier se trouve déséquilibré par la prédominance des branches denrées alimentaires et habillement et textiles. Les conséquences pratiques en sont manifestes, même si elles sont parfois difficiles à admettre : il faut importer les intrants industriels nécessaires. Dans quelques cas, ils pourront provenir d'autres pays de la région. C'est pourquoi il importe d'encourager la coopération régionale. Toutefois, il est très fréquent que, dans les pays qui la pratiquent, les industries présentent une structure très analogue : il est donc peu probable qu'ils puissent se procurer les uns aux autres les intrants nécessaires au développement industriel.

Aucune solution de ce genre ne se trouvera donc pour maints PMA et maints produits essentiels. A court terme, les solutions à ce problème devront être apportées par des dispositifs financiers appropriés bénéficiant d'un concours de la communauté internationale. En général, il y a lieu de les affecter aux besoins de l'industrie, et non pas seulement à un soutien de la balance des paiements qui tendrait naturellement à consacrer les errements existant en matière d'utilisation des devises et, ainsi, par exemple, à perpétuer la composition des importations du secteur commercial. En effet, importateurs et grossistes pourraient continuer à bénéficier de la préférence pour les attributions de devises, tandis que l'industriel, désireux de lancer quelque nouveauté, pourrait avoir de la peine à en obtenir.

En général, les besoins de l'industrie doivent être protégés des graves pénuries de devises. On peut y parvenir par des prêts à des programmes spécifiques et par secteur, des dispositifs tels que crédits renouvelables à l'exportation, des programmes détaillés d'importation de produits de base (qui figurent parfois dans les programmes d'assistance bilatérale), des modes spéciaux de soutien à la balance des paiements et d'autres moyens encore. La nécessité de réexaminer, en fonction du potentiel de production nationale ou sub-régionale, les attributions de devises destinées à l'achat d'intrants intermédiaires entraîne de grandes exigences analytiques et administratives. Cependant, mieux vaut tenter cet examen que de continuer les attributions sans tenir compte des possibilités de les réduire à long terme. Enfin, sur ce point, il convient de noter que l'administration de tout régime d'attribution de devises coûte cher et que ces allocations risquent de n'être pas optimales. L'instauration d'un régime libre ne saurait se faire promptement, mais doit être visée à long terme.

1.3.3 Main-d'oeuvre

La main-d'oeuvre pose le double problème de son effectif et de ses qualifications. A défaut d'un réseau de transport et d'autres infrastructures appropriés, l'industrie sera tenue de s'établir en certains lieux où elle trouvera une main-d'oeuvre suffisante en même temps que les moyens normaux de transport qui lui sont nécessaires. L'offre de main-d'oeuvre se trouvera encore limitée par les dispositions réglementaires en vigueur, par exemple sur les droits des travailleurs et les responsabilités de l'employeur, de même que par le degré de participation des femmes à cette main-d'oeuvre.

C'est le problème des qualifications qui entraîne les conséquences les plus profondes et les plus répandues. Leur absence à tous les échelons, des ingénieurs, cadres et personnel de maîtrise aux techniciens et ouvriers d'usine, fait que l'industrie non seulement fonctionne mal, mais n'offre même pas la formation sur le tas que dispense une industrie efficace. Les bonnes pratiques et les bons procédés continuent d'être méconnus. Le problème du perfectionnement des ressources humaines est l'un des principaux objets de l'action internationale menée à l'appui de l'industrialisation des PMA. Le développement de l'enseignement primaire et secondaire jouera aussi un rôle essentiel en créant les conditions préalables à la formation professionnelle et à la constitution d'un capital humain équilibré.

Ce perfectionnement des ressources humaines embrasse toute une série d'activités, tant aménagées que spontanées. En même temps que l'élément le plus décisif de toute stratégie du développement industriel, c'est aussi le plus difficile à appliquer à cause des effectifs considérables de main-d'oeuvre industrielle, tant effective que potentielle. Dans les PMA, l'activité manufacturière occupe présentement 1,6 million de travailleurs^{15/} : tous ont besoin de se former ou de se perfectionner pour répondre aux exigences des marchés mondiaux et du progrès technologique. La main-d'oeuvre potentielle, nécessaire à l'expansion industrielle souhaitée dans maints PMA, devra également se former. Dans cette perspective, les moyens qu'offre présentement l'enseignement apparaissent fort insuffisants. Dans l'ensemble des PMA, qui comptent 400 millions d'habitants, l'enseignement du troisième degré n'est dispensé qu'à environ 740 000 étudiants. Parmi eux, le pourcentage de ceux qui choisissent les sciences et techniques se situe au-dessous de 10 % dans trois de ces pays; entre 10 et 20 dans 15; entre 20 et 30 dans cinq; et au-dessus de 30 dans deux seulement (la Guinée et le Mozambique, avec des pourcentages respectifs de 66,9 et de 36,1). Comme l'effectif des diplômés qui choisiront une carrière dans l'industrie sera encore fort inférieur, les perspectives d'amélioration des qualifications des cadres scientifiques et techniques ne sont pas bonnes dans les PMA, qui probablement continueront de dépendre d'un personnel étranger et de manquer de nouveaux investissements de haute qualité. Des cadres compétents ne sont d'ailleurs pas le seul personnel nécessaire et le besoin de moyens de formation et d'apprentissage ressort de presque toutes les industries analysées par l'ONUUDI.

^{15/} Estimation approximative d'après diverses sources : elle exclut tous ceux qui travaillent dans le secteur inorganisé ou dans des établissements où l'effectif occupé est inférieur à la limite d'inclusion dans les recensements industriels. D'ordinaire, ces recensements ne portent que sur des établissements occupant 5, 10, 20 salariés ou davantage.

1.3.4 Débouchés et approvisionnements

Le besoin d'importations crée maintes difficultés au développement industriel des PMA. Outre absorber des devises, elles entraînent des coûts occultes, dus aux retards et aux incertitudes, souvent tels qu'ils en rendent le prix inabordable. Les industriels n'ont en effet d'autre solution que d'entretenir des stocks pour les cas de réception tardive de leurs commandes, en même temps qu'ils éprouvent des difficultés à se renseigner en vue de choisir le meilleur fournisseur. Le problème fondamental de la sous-utilisation de la capacité s'accompagne souvent d'un manque de pièces de rechange pour les machines. Dans certains cas, la nécessité de conserver des stocks de ces pièces pour palier les difficultés d'approvisionnements augmente encore les frais généraux de la production.

Ces problèmes sont communs à la plupart des pays en développement, mais ils s'aggravent dans les PMA à cause des nombreuses faiblesses de leur infrastructure physique et commerciale. Elles rendent difficile non seulement de s'assurer des approvisionnements et services réguliers tant dans le pays qu'au dehors, mais également d'écouler les produits. Ces problèmes peuvent se résumer sous les rubriques suivantes :

Transport : tous modes de transport, intérieurs et internationaux.

Communications et information : y compris installations téléphoniques, et également médias diffusant l'information, tels que journaux, radio et télévision.

Services financiers : banques, assurances, etc.

Les problèmes posés par les importations sont à maints égards analogues à ceux des exportations : ils procèdent d'une séparation d'avec un système industriel international en évolution rapide ou d'une mauvaise liaison avec lui.

Aux exportations d'articles manufacturés se posent donc tous les problèmes connexes de transport, de financement et de paiement, plus celui de leur écoulement. Par là s'entendent la détermination des possibilités, l'obtention des investissements nécessaires pour préparer et mettre au point un produit approprié, le financement des crédits à l'exportation, la désignation des représentants, etc. En pratique, les choix peuvent se trouver fort limités. D'ordinaire, il n'est pas possible de se doter d'un réseau propre de commercialisation et de distribution. La seule possibilité peut alors être de vendre directement à un grossiste à l'étranger. Le mieux que puisse faire un fabricant intéressé par les marchés étrangers serait de conclure un contrat international de sous-traitance. De tels contrats sont courants dans les textiles, l'habillement et la chaussure. Ils permettent de suivre de loin l'évolution des goûts et des modes dans les pays développés et peuvent aussi amener des améliorations de la qualité par transfert de compétences techniques. Néanmoins, ces contrats ne favorisent pas l'acquisition des qualifications nécessaires pour réussir sur les marchés extérieurs. A Haïti, par exemple, où la sous-traitance a d'abord enregistré une croissance dynamique, elle a finalement accru la dépendance à l'égard de l'étranger et la vulnérabilité aux

fluctuations extérieures. En fait, la sous-traitance n'a pas réussi à déclencher le jeu escompté des multiplicateurs dans l'industrie et l'économie^{16/}, en partie faute de l'infrastructure humaine et physique requise.

Le rôle de ses bureaux d'études et de services techniques a été décisif dans le succès de l'industrie internationale. La concurrence s'exerce par le prix, la conception et la qualité, et la mesure dans laquelle les PMA pourront la soutenir déterminera la mesure dans laquelle leurs systèmes industriels pourront se développer dans le cadre du système international. La qualité est l'un des aspects sur lesquels il est essentiel d'agir car, si elle est insuffisante, elle ne laisse aucun espoir d'obtenir et de garder une part du marché. En un certain sens, toutes les autres questions en dépendent, puisqu'elle exige une maîtrise de la technologie et les qualifications professionnelles connexes.

1.3.5 Agro-industries : le travail des métaux

Les liaisons du secteur manufacturier avec l'agriculture et les mines ne se bornent pas à en transformer les matières premières. Ces deux secteurs utilisent en effet toute une série d'articles manufacturés : veiller à les leur procurer lors de l'industrialisation peut donner des marchés assurés au secteur manufacturier et fournir aux autres des intrants qu'ils seraient autrement obligés d'importer. L'ONUDI a récemment porté beaucoup d'attention à l'industrie métallurgique dans ses rapports avec la fabrication d'appareils agricoles. Elle l'a fait en appliquant sa méthode des programmes à la définition des exigences de la coopération technique entre systèmes agro-industriels, dans le cadre tant du Programme pour la décennie de développement industriel en Afrique (IDDA 1 et IDDA 2) que du Programme spécial de développement industriel en Asie et dans le Pacifique, s'attachant particulièrement aux pays les moins avancés^{17/}.

Les renseignements sur les installations de métallurgie et de mécanique dans les PMA d'Afrique indiquent d'excellentes possibilités pour cette branche. Des forges, qui en sont les installations les plus rudimentaires, se trouvent dans 26 de ces pays. En revanche, des installations d'estampage ne se trouvent que dans cinq. Neuf possèdent de petits ateliers de machines-outils, tandis que 19 n'en ont aucun. Dans 15 seulement, se trouvent des fonderies, la plupart hors service. Ces installations métallurgiques éparses se doublent de capacités limitées de fabrication d'instruments et machines agricoles. C'est ainsi que seuls 20 des PMA africains peuvent fabriquer des outils à main; neuf seulement des matériels à traction animale; et trois seulement (Malawi, Mozambique et Tanzanie) des machines simples à moteur.

Du point de vue des industries métallurgiques travaillant avec l'agriculture, les PMA d'Asie peuvent se diviser en quatre groupes^{18/}. Le premier, celui où ces industries sont actives, comprend le Bangladesh et le Népal. Dans le second, se trouvent les pays qui ont ou ont eu de telles industries, présentement oisives ou

16/ "Présentation du secteur industriel haïtien", Ministère du commerce et de l'industrie, Direction de l'entrepreneur et du développement industriel. Atelier sur l'industrialisation des PMA, Vienne, Autriche, 16-24 novembre 1989.

17/ Adopté par résolution GC.3/Res.18 de la Conférence générale de l'ONUDI en novembre 1989.

18/ "Preparatory Phase of the Special Programme for the Industrial Development of Asia and the Pacific : Agro-Related Metalworking Industry Sector." Report. Préparé par Peter C. Baker, Consultant et Frederikke Roejkjaer, Expert adjoint, ONUDI, 11 avril 1990.

fonctionnant au-dessous de leur capacité, ou encore dont la situation est inconnue. Ce sont : l'Afghanistan, Myanmar, la République populaire et démocratique lao et le Yémen. Les pays du troisième groupe, à savoir Bhoutan, Samoa occidental et Vanuatu, n'ont qu'une pratique minime ou nulle de ce secteur, qui n'en offrent pas moins un certain potentiel. Le quatrième groupe réunit les pays où ce potentiel est très limité : Kiribati, Maldives et Tuvalu.

1.3.6 L'industriel et la décision d'investir

L'analyse ci-dessus de l'état de l'industrialisation doit se compléter par l'examen de ce qu'un entrepreneur appellerait les conditions d'exercice de son activité. Par là, il entend le climat des affaires (déterminé par la politique officielle et par la taille et l'activité des autres entreprises) ou bien la mesure où il dispose d'infrastructure et de services essentiels. Ces conditions déterminent largement le degré où se constitue ou fonctionne effectivement le système industriel simple qui vient d'être décrit.

Ces conditions interviennent sur plusieurs points. Essentiellement, la décision d'investir dépendra du climat créé par la position du gouvernement quant à l'opportunité d'investissements privés nationaux ou étrangers. La politique officielle n'agit pas seulement par ses buts déclarés. La qualité des administrations publiques, la probabilité d'obtenir les approbations nécessaires, la promptitude des décisions et la souplesse d'esprit des fonctionnaires sont autant de facteurs qui déterminent le succès d'un investissement et, partant, la disposition de l'entreprise à l'opérer.

Nombre de ces aspects des administrations publiques exercent aussi d'importants effets sur l'activité industrielle, tant courante qu'essentielle. Par exemple, la décision d'engager ou de licencier du personnel est souvent soumise à maintes dispositions réglementaires, qui peuvent imposer une autorisation pour licencier un salarié ou engager un étranger. Par le contrôle des prix, surtout s'il est sélectif et porte sur les articles de consommation courante, un fabricant risque de ne pas pouvoir répercuter les hausses de ses coûts ou ne le pouvoir qu'après force requêtes et délais.

Les licences d'importation et les attributions connexes de devises font souvent partie de la réglementation officielle et grèvent particulièrement le secteur manufacturier, qui peut dépendre de toute une série d'importations essentielles servant d'intrants intermédiaires dans sa production.

La production même est encore souvent régentée par un système de licences. Il peut être destiné à protéger les industries existantes ou à assurer quelques priorités stratégiques dans le développement industriel. Il n'en a pas moins souvent pour effet de décourager les investissements ou d'être cause d'inefficacité au détriment du consommateur. C'est d'autant plus regrettable que des domaines comme la santé, la sécurité et la protection de l'environnement, où l'action du gouvernement est décisive, sont ceux où le cadre administratif semble d'une insigne faiblesse.

Le deuxième jeu de conditions se rapporte aux questions fondamentales de la taille et du fonctionnement de l'infrastructure et des services industriels. Un réseau d'alimentation en énergie (électricité) ainsi que de transports et communications sur lequel les industries puissent compter leur est nécessaire

pour s'approvisionner efficacement en intrants et pour réussir sur les marchés intérieurs et extérieurs. La question ne serait pourtant se réduire à l'apport, par les secteurs du commerce et des services, d'un autre jeu d'intrants nécessaires à l'industrie. La mesure dans laquelle ces installations sont présentes influera aussi sur la décision d'investir. De plus, elle déterminera encore les courants d'information au sein de l'économie et, par là, le plus ou moins d'efficacité dans la conduite de la production et l'exploitation des débouchés. Savoir où obtenir à bon marché les intrants requis, savoir si une main-d'oeuvre qualifiée se trouve dans la collectivité et connaître la demande potentielle ainsi que la concurrence des autres fournisseurs sont quasi indispensables à l'entrepreneur pour bien décider; mais ces connaissances ne s'obtiennent aisément que si existent de bonnes communications (au sens le plus large du terme) tant dans le pays qu'avec le monde extérieur.

Certains bailleurs décident d'investir par suite de la position favorisée qu'occupe un PMA dans ses relations commerciales. C'est ainsi qu'au Bangladesh, d'autres pays d'Asie ont beaucoup investi, surtout dans l'industrie textile, pour profiter de ses contingents de NPF^{19/}. De même, le Lesotho, à qui sont ouverts les marchés de la CEE des Etats-Unis et de l'Union douanière d'Afrique australe, a reçu des investissements étrangers dans son industrie, en particulier les textiles^{20/}. Des sociétés transnationales ont investi au Botswana dans des industries exportatrices, pour profiter de ses privilèges de NPF, du marché régional qui lui est ouvert et de ses possibilités d'exporter vers la CEE en vertu des Accords de Lomé. Il les intéresse aussi à cause du marché intérieur qu'y s'y forme.

Les investissements étrangers directs ne vont pas d'ordinaire dans les PMA. En fait, ils se font en majorité dans les pays développés et, parmi les pays en développement, se concentrent dans un petit nombre. La part qu'en reçoivent les PMA, déjà très faible, diminue encore. En 1980, elle atteignait presque 3 % du total de ces investissements dans les pays en développement; en 1986, cette proportion était tombée à 1,4 %. En fait, le Botswana en absorbait plus de la moitié, suivi par le Rwanda et le Tchad^{21/}. En dépit de cette situation, un nombre grandissant de PMA recherchent toujours de tels investissements, car ceux provenant d'autres bailleurs diminuent aussi^{22/}.

19/ "Survey of Bangladesh", Financial Times, 26 mars 1980.

20/ "Lesotho benefits from distorted trade environment", Financial Times, 4 octobre 1989.

21/ "Foreign Direct Investment Flows to Developing Countries : Recent Trends, Major Determinants and Policy implications". Background Study for the Special Advisory Group to the Director General of UNIDO, Regional and Country Studies Branch, ONUDI, mars 1990.

22/ Dans les PMA, l'apport des investissements (formation brute de capital fixe plus augmentation des stocks) au PIB est tombé de 19 % en 1980-1983 à 15 en 1984-1987, selon la CNUCED, dans son Rapport 1989 sur les pays les moins avancés, New York, 1990, A-11.

Pour les attirer, ils accordent des avantages matériels tels que dégrèvements fiscaux, libre rapatriement des bénéficiaires et du capital, services industriels, etc. Le Bangladesh, la Gambie, le Libéria, le Soudan et le Togo comptent parmi ceux qui se dotent de zones de libre-échange ou de traitement des exportations. Pourtant, certains cercles tendent toujours à renoncer à investir dans l'industrie africaine, au moins : près d'un tiers des sociétés britanniques^{23/} et environ un quart des françaises^{24/} qui avaient investi dans l'industrie en Afrique passent pour avoir liquidé leurs actifs durant la dernière décennie; et il est improbable qu'elles les reprennent présentement, à cause du milieu économique et politique peu propice qu'offrent ces pays, même s'ils sont devenus plus favorables aux investissements étrangers et si l'importance du secteur privé se trouve mieux reconnue à l'échelon tant gouvernemental qu'intergouvernemental.

Par une innovation notable dans les dispositifs d'investissements étrangers, des fonds territoriaux et des fonds fiduciaires se constituent depuis quelques années : ils se consacrent aux pays en développement. Ils résultent, en partie du moins, de la recherche par les investisseurs de marchés en formation, où les perspectives de gains de capital seraient plus grandes que dans les pays développés. Ces fonds se consacrent surtout aux nouveaux pays industrialisés d'Asie, comme la Thaïlande, la Malaisie, Singapour, la Province de Taïwan (Chine), etc. Pourtant, un récent Fonds du Commonwealth inclut deux PMA (Bangladesh et Botswana) dans les pays auxquels il se destine^{25/} et un nouveau Fonds de l'Himalaya est destiné à investir au Népal et au Bangladesh, de même que dans l'Inde et à Sri Lanka^{26/}. Les fonds territoriaux peuvent être considérés comme un moyen possible de faire servir les devises rapatriées de l'étranger par ses nationaux au développement économique d'un PMA (comme c'est le cas présentement avec les fonds consacrés aux pays en développement comme l'Inde). Néanmoins, la solution du problème des investissements aux PMA ne consiste pas seulement à mobiliser les devises nécessaires au capital de départ. La nécessité d'un encadrement compétent et d'un concours constant pour subvenir aux dépenses périodiques entraînent d'autres sujétions : les dispositifs précités devraient donc être complétés pour en tenir compte.

1.3.7 Transports

Les aspects nationaux des questions de transport qui se posent dans les PMA ne peuvent pas se considérer séparément des internationaux pour trois raisons. Un, les transports y dépendent dans tous les cas de carburants importés. Deux, maints réseaux d'infrastructure, tels qu'aéroports, lignes aériennes et ports, jouent un double rôle en ce qu'ils assurent des liaisons tant intérieures qu'extérieures. Trois, les investissements dans toute nouvelle installation internationale, port ou aéroport, exigent pour être efficaces des investissements correspondants dans le reste de l'infrastructure nationale.

^{23/} "UK companies sell African investments", Financial Times, 28 juin 1990.

^{24/} "Rencontre avec Jacques Pelletier, Ministre de la coopération", The Courier, No 117, septembre-octobre 1989, p. 2.

^{25/} "Equity fund set up for emerging exchanges", Financial Times, 30 mai 1990.

^{26/} "Himalayan fund aims to raise Dollars 100 millions", Financial Times, 13 juin 1990.

En matière de transport, les PMA sont fort désavantagés. Leurs compagnies de navigation aérienne comptent en moyenne 6,5 avions. Cette moyenne se trouve indûment relevée par quelques flottes nationales bien plus importantes, comme celles de l'Ethiopie (49 avions), du Népal (18) et du Soudan (15). En fait, 17 de ces compagnies nationales disposent de trois avions ou même moins. L'existence d'une telle compagnie nationale peut en principe permettre de relier des industries situées dans des régions défavorisées aux pôles de croissance ; à l'extérieur, elle peut aider à promouvoir les exportations et à améliorer les communications commerciales. Mais, avec si peu d'appareils et compte dûment tenu des immobilisations pour entretien, les résultats obtenus sont bien minces surtout dans les zones écartées et dispersées. Les transports aériens n'en restent pas moins souvent le seul moyen pratique de remédier à l'isolement territorial et commercial de l'industrie dans les PMA. Les liaisons avec ces grands centres économiques que sont New York, Bruxelles et Tokyo, montrent combien cet isolement peut être grand. Aucun PMA n'a de vols directs vers New York : pour 17 d'entre eux, deux changements d'avion sont nécessaires. Pour Tokyo, aucun vol direct n'existe non plus : un changement s'impose en partant de 29 PMA et deux en partant des 13 autres. Avec Bruxelles, seuls sept PMA sont reliés directement, 25 le sont avec un changement et 10 avec deux. Résultat pratique, compte tenu des escales et de la rareté relative de la plupart des dessertes, un investisseur établi dans l'un des centres économiques précités rencontrera un notable surcroît de difficultés pour apprécier un investissement éventuel dans un PMA, outre la difficulté ultérieure d'en suivre régulièrement le déroulement. De même, l'industriel qui, dans un PMA, souhaite exporter vers des pays développés, entreprise déjà difficile, trouvera un nouvel obstacle dans le temps qu'exigerait, avec ces médiocres liaisons aériennes, tant des visites aux marchés visés que l'expédition de ses produits par avion.

A ces difficultés s'ajoute la cherté des voyages par avion. L'aller et retour en classe affaires, de la capitale d'un PMA vers un centre commercial dans un pays développé, coûte en moyenne 3 050 \$ E.-U.^{27/}. Non seulement onéreux pour les revenus des entrepreneurs dans les PMA, ces tarifs s'accompagnent souvent de restrictions de change telles qu'elles rendent encore plus malaisé le recours à l'avion pour promouvoir les exportations par contact direct avec les marchés.

Les tarifs du fret aérien grèvent encore les possibilités d'exportation : leur examen les montre sujets à plusieurs anomalies et incohérences, au moins pour les PMA. Par exemple, le tarif au poids des expéditions vers New York est successivement dégressif au-delà de 100 kg, 200 kg, 300 kg et 1 000 kg. Tous les PMA en bénéficient. Mais, à destination de Bruxelles, ces réductions ne s'obtiennent plus uniformément, surtout pour les grandes quantités. Il en résulte que, pour maints PMA, surtout en Afrique, les tarifs marginaux ne diffèrent guère entre les deux destinations. Dans plusieurs cas, où la distance est bien moindre, le tarif n'en est pas moins supérieur. Vu la prépondérance du commerce des PMA avec la CEE, cette situation invite à examiner soigneusement combien les exportations d'articles manufacturés peuvent se trouver défavorisées. D'une étude de l'effet du coût des transports internationaux (par mer) sur le

^{27/} Moyenne arithmétique des tarifs en classe économique, des capitales des PMA jusqu'à New York, Bruxelles et Tokyo.

développement industriel dans les PMA d'Afrique, il ressort que, même pour les pays maritimes, ce coût risque d'entamer sensiblement l'avantage comparé que procure une main-d'oeuvre bon marché, tandis que, pour les pays enclavés, son effet peut être catastrophique. Outre inviter à s'attacher aux produits de grande valeur relativement à leur poids, les conclusions soulignent la nécessité de se livrer à des activités de transformation pour augmenter cette valeur relative^{28/}.

1.3.8 Communications et médias

Que ce soit dans une entreprise ou dans l'ensemble de l'économie, la libre circulation de l'information est essentielle pour optimiser la répartition des ressources et éviter les causes d'inefficacité. Elle signale aussi aux entrepreneurs les exigences des marchés, les technologies disponibles et les possibilités d'investissements, ce qui en fait une condition essentielle d'une industrialisation durable et auto-entretenu. En pratique, ce courant d'information dépendra en partie du réseau de transports et des contacts plus ou moins étroits entre les habitants. La densité de la population et le degré d'urbanisation sont donc des variables fondamentales pour estimer les possibilités d'expansion industrielle. En outre interviennent le réseau routier et ferroviaire, de même que le nombre des automobiles et autres moyens de transport. En général, l'importance de l'infrastructure doit être reconnue du point de vue non seulement de la nécessité immédiate pour l'industrie de s'approvisionner et de desservir les marchés, mais encore de son concours à la diffusion de l'information.

D'autres facteurs à cet égard comprennent les installations téléphoniques et la presse, surtout les journaux. Pour le réseau téléphonique, les PMA diffèrent beaucoup entre eux. On peut présumer qu'à cause de leur faible étendue et d'une urbanisation relativement forte, de petits pays, comme Djibouti, Kiribati, Samoa occidentale, Sao Tomé-et-Principe, Tuvalu et Vanuatu, sont relativement bien équipés (moins de 100 habitants par appareil). D'autres le sont bien moins. L'extension de ce service essentiel leur ouvrirait des possibilités de fabriquer sur place plusieurs des matériels nécessaires, surtout poteaux, câbles et fils, bornes, etc.

Les journaux offrent un important moyen de communication, mais la plupart des PMA en sont mal pourvus. Neuf au moins n'ont pas de quotidien, et c'est seulement au Botswana, au Myanmar et au Lesotho que le tirage dépasse 10 pour 1 000 habitants. Une extension des installations d'impression et d'édition contribuerait de façon importante à la croissance d'ensemble, disposerait de liaisons en amont avec les industries de la pâte et du papier et influerait de façon sensible et à long terme sur le courant d'informations et sur le développement des marchés.

^{28/} I. Livingstone, "Coûts des transports internationaux et développement industriel dans les pays les moins avancés d'Afrique", Industrie et développement, No 19, octobre 1986, ONUDI, numéro de vente F.86.II.E.6.

Un problème connexe se rencontre avec la réception des journaux et revues de l'étranger. Ce sont d'importantes sources d'informations sur les marchés extérieurs, l'offre et la demande de matières premières, les modes d'organisation industrielle, les technologies disponibles et, en fait, sur bien d'autres points essentiels tant pour chaque industriel que pour chaque dirigeant national. Pourtant, la distribution de la presse étrangère est souvent limitée, parfois faute de devises. D'ordinaire, les journaux à clientèle internationale ou professionnelle, de même que les revues consacrées aux industries et à d'autres spécialités, se trouvent difficilement dans maints PMA. Depuis maintes années, l'ONUDI renforce ses systèmes et réseaux d'information sur les technologies et les possibilités d'investissement, en créant dans chaque pays une antenne et en répondant à un flot croissant de demandes de renseignements émanant de tous les pays en développement. Mais il est clair que cette activité doit se compléter dans les PMA par l'encouragement donné à la diffusion de revues et journaux intéressant l'industrie. L'ONUDI serait prête à collaborer à cet effet avec les éditeurs et les organismes d'aide bilatérale.

La sous-utilisation de la capacité caractérise l'industrie dans maints pays en développement et les PMA ne font pas exception. Elle peut être due aux pannes des machines et au manque de matières premières ou de pièces détachées. Une cause plus fréquente tient à l'absence d'une alimentation stable et sûre en énergie électrique. Dans les PMA, la capacité de production d'électricité est très faible par rapport à la population : en moyenne, 23 kW pour 1 000 habitants, contre 156 pour l'ensemble des pays en développement. Comme dans l'industrie la plupart des procédés et des machines ne peuvent s'utiliser qu'avec l'électricité, il n'est pas possible d'y substituer d'autres formes d'énergie, comme c'est le cas dans les foyers. L'insuffisance de la capacité installée entraîne fréquemment des surcharges et les pannes sont courantes. Quand l'électricité du réseau national leur fait défaut, maintes entreprises manufacturières des PMA utilisent des génératrices à moteur à essence ou diesel : c'est dire qu'elles dépendent en dernière analyse d'une ressource qu'il faut importer au prix d'une dépense en devises. Les questions plus larges touchant la dégradation du milieu et l'épuisement des ressources doivent figurer dans toute analyse détaillée du problème de l'énergie dans les PMA; mais, du point de vue des besoins de l'industrie, il est clair qu'il y a grandement lieu de s'attacher de nouveau à développer les réseaux nationaux. On peut également dire que l'exploitation des ressources hydrauliques, possible dans au moins 14 des PMA^{29/}, offrirait un champ nouveau à l'activité manufacturière, pour fabriquer des poteaux et des câbles et aussi, dans certains cas, des matériaux de construction et des pièces de turbine.

1.3.9 Liaisons internationales

Lier l'industrie des PMA au système économique international revêt plusieurs formes. La plus évidente est le commerce extérieur, qu'il s'agisse d'importer des intrants industriels ou de fabriquer des articles manufacturés d'exportation. D'autres formes comprennent le recours à la main-d'oeuvre étrangère, surtout pour les qualifications qui manquent dans le pays, les transferts

^{29/} CNUCED, Les pays les moins avancés, rapport 1989, Nations Unies, Numéro de vente F.90.II.D.4.

de technologie, les investissements étrangers directs et l'obtention de services étrangers. Ces services peuvent comprendre essais et analyses, conception, conditionnement, publicité, comptabilité, assurances et finances. Ils prennent de plus en plus d'importance dans le secteur manufacturier moderne et dans le système industriel international. Les PMA en disposent fort peu. Même s'il s'en trouve chez eux, souvent ils ne s'en servent guère. On a dénoncé, par exemple, à Haïti le dédain des industriels pour les ingénieurs-conseils et les experts de la gestion^{30/}. Dans certains cas, il est compréhensible : ainsi, au Bangladesh, les fabricants d'articles en terre réfractaire, faïence et terre glaise recourent toujours aux laboratoires d'essais outre-mer : les installations de l'Institut national du verre et de la céramique ne sont pas pleinement utilisées, faute de personnel qualifié^{31/}. Mais en général, un dédain des services et experts locaux s'observe dans les activités de coopération technique menées dans les PMA^{32/}.

Le système bancaire donne un bon exemple de l'importance des services internationaux pour l'industrie. De plus en plus, les banques internationales des pays développés se présentent comme fournissant toute une série de services financiers, dont conseils de gestion, constitution de coentreprises, activités sur les marchés des capitaux, crédits à l'exportation, gestion de fortunes, etc. Beaucoup ont fort dépensé en systèmes de communication et en acquisitions de sociétés connexes de gestion de placements, courtages boursiers, assurances, etc., sans parler des banques qui détiennent des actions des industries et participent donc largement à leur aménagement et leur développement à long terme. Pourtant, elles ne se trouvent guère dans les PMA : seuls 17 d'entre eux comptent des banques des pays de l'OCDE. Les raisons peuvent tenir davantage au désir des autres pays de contrôler leur secteur bancaire, car leur analyse montre que, sauf dans trois d'entre eux, là où il n'y a pas de banque d'un pays de l'OCDE, il n'y a pas non plus d'autre banque étrangère. Outre cette réglementation restrictive, il se peut que les banques internationales conçoivent mal les possibilités marchandes offertes. Il faut néanmoins regretter que leur dialogue avec les PMA porte surtout sur un rééchelonnement de la dette, alors qu'il y a lieu d'examiner comment ces banques pourraient soutenir longtemps le développement de l'industrie et de l'ensemble de l'économie par une participation accrue à la vie quotidienne des entreprises dans les pays à qui ils ont prêté de l'argent. Les conseils et services internationaux fournis par ces banques contribueraient de façon efficace à l'activité et aux exportations de l'industrie dans les PMA.

30/ Ministère du commerce et de l'industrie, op. cit.

31/ "Analysis of Raw Materials for Non-Metallic Mineral Based Industries, OP/BGD/85, Bangladesh. UNIDO/DP/ID/SER.B/534, 28 juillet 1986.

32/ PNUD, "La coopération technique et le développement des pays les moins avancés", A/CONF.147/PC/3/Add.9, ID/B/AC.17/31/Add.9, 21 février 1990.

Problème connexe, qui grève lourdement le développement de liens entre les PMA et le système industriel international, les transactions en devises coûtent cher. Ce coût passe parfois pour excessif, même dans les pays développés et, dans les PMA, celui de la conversion de la monnaie nationale en devises requises pour le commerce international, comme le \$ E.-U., peut être décisif. Une comparaison des cours d'achat et de vente des devises fortes dans les PMA montre qu'en moyenne, l'écart atteint 81,59 % du cours d'achat par les bureaux de change. Il n'est que de 2,17 % dans les sept principaux pays membres de l'OCDE. De plus, cette moyenne pour l'ensemble des PMA cache une fourchette encore plus étendue : elle atteint en moyenne 142,9 % si on en exclut les monnaies d'usage régional (comme le franc CFA). De telles fourchettes sont si fortes qu'elles ne peuvent que dissuader d'opérer sur des devises, et il semblerait que la question mérite d'être approfondie^{33/}. Les résultats pourraient montrer la nécessité de réexaminer ces obstacles aux transactions entre PMA et autres pays, dans l'intérêt de tous.

^{33/} Ces chiffres se fondent sur les cours pratiqués à Vienne en Autriche et sont certainement influencés par le volume régulier des transactions où interviennent des monnaies des PMA et le schilling autrichien.

2. CONCLUSIONS

L'exposé qui précède a brossé un tableau du secteur manufacturier dans les PMA. Leur développement industriel, généralement faible, semble se traduire par une certaine mise en marge du système économique mondial, en particulier pour le commerce et les investissements. De l'examen précédent des conditions de la croissance industrielle, il ressort que peu des ingrédients nécessaires à une expansion du secteur manufacturier se trouvent à un stade suffisamment avancé. L'infrastructure, les transports, les communications sont insuffisants tant par leur état intérieur que par leurs effets sur les liaisons internationales. La croissance des marchés exige que grossissent les courants d'information. Le développement de liaisons tant au sein du secteur manufacturier qu'avec d'autres secteurs se trouve à un stade rudimentaire et bénéficierait d'un regain d'attention par les stratégies nationales et régionales.

La nécessité d'une diversification et d'un rôle accru des petites et moyennes entreprises industrielles et de leurs dirigeants conduit à son tour à réévaluer le rôle du gouvernement dans l'industrie, les méthodes utilisées pour formuler les stratégies et les points où doivent intervenir les pouvoirs publics. La question du perfectionnement des ressources humaines et, notamment, des qualifications nécessaires aux entrepreneurs, n'en présentera pas moins un intérêt particulier pour la politique nationale. Ce sera une autre question que de fournir au secteur industriel un personnel qualifié dont il n'est pas facile de prévoir la répartition détaillée par branche, puisqu'elle dépendra des actions des entrepreneurs eux-mêmes.

Vu la complexité des questions que pose le développement industriel des PMA et l'ampleur de la tâche, le rôle de la coopération internationale sera décisif. Cette coopération comprendra non seulement l'intégration économique graduelle des PMA dans des groupements sub-régionaux ou régionaux, mais aussi un renouveau de la coopération entre pays développés et pays en développement. Il faudra s'attacher davantage encore à y engager l'industrie des PMA, en l'appelant tant au dialogue qu'à une participation plus étroite à la coopération au développement. Comme on l'a vu, les besoins de l'industrie exigeront une action diverse et souple tant des gouvernements nationaux que du concert des nations.